

Le pouvoir aux travailleurs

8 JUIN 2024

N° 305

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Ensemble, plus forts



contre notre ennemi patronal commun !

Éditorial

**BÉDIÉ A ÉTÉ ENTERRÉ MAIS PAS LE POISON DE « L'IVOIRITÉ »,
DE LA XÉNOPHOBIE ET DE L'ETHNISME QU'IL A SEMÉ !!**

Page 3

C.GICO :
GRÈVE VICTORIEUSE CONTRE
LE RETARD DES SALAIRES

Page 4-5

NON À L'ETHNISME
ET À TOUTE DIVISION
ENTRE PAUVRES !

Page 6

NIGERIA :
GRÈVE GÉNÉRALE POUR
UNE AUGMENTATION
CONSÉQUENTE
DES SALAIRES FACE À
LA FLAMBÉE DES PRIX

Page 10-11

ÉDITORIAL :

- BÉDIÉ A ÉTÉ ENTERRÉ MAIS PAS LE POISON DE « L'IVOIRITÉ »,
DE LA XÉNOPHOBIE ET DE L'ETHNISME QU'IL A SEMÉ !..... 3

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :

- LES HABITANTS DU QUARTIER ABATTOIR
ONT ÉTÉ CHASSÉS AVEC DES MÉTHODES DE VANDALES ! 4
- C.GICO : GRÈVE VICTORIEUSE CONTRE LE RETARD DES SALAIRES..... 4 - 5

LEUR SOCIÉTÉ

- NON À L'ETHNISME ET À TOUTE DIVISION ENTRE PAUVRES !..... 6
- FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE,
LE MINISTÈRE DU COMMERCE FAIT SON CINÉMA 6
- LES ENFANTS DE FAMILLES PAUVRES
SONT CONDAMNÉS À L'ÉCHEC SCOLAIRE..... 7
- UN BAVARDAGE DE PLUS SUR L'ANALPHABÉTISME..... 7
- TRAFIC DE FAUX DIPLÔMES AU SEIN DE LA DOUANE. RIEN DE NOUVEAU 7
- BLÉ GOUDÉ À LA RECHERCHE D'UN OS À RONGER..... 8
- PROLIFÉRATION DE FAUX MÉDICAMENTS :
LE PRINCIPAL RESPONSABLE C'EST L'ÉTAT !..... 8
- ENCORE UN IMMEUBLE EFFONDRE !..... 9

DANS LE MONDE :

- NIGERIA : GRÈVE GÉNÉRALE POUR UNE AUGMENTATION
CONSÉQUENTE DES SALAIRES FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX 10 - 11

BÉDIÉ A ÉTÉ ENTERRÉ, MAIS PAS LE POISON DE « L'IVOIRITÉ »,
DE LA XÉNOPHOBIE ET DE L'ETHNISME QU'IL A SEMÉ !

Dix mois après sa mort, l'ex-président Bédié a été enterré en grande pompe le 1^{er} juin 2024. Les Ouattara, Gbagbo et consorts sont venus rendre hommage à un des leurs qu'ils ont qualifié d' « *homme de paix* ». En réalité, il faisait partie de leur monde de rapaces et de prédateurs, capables des pires bassesses pour se hisser au pouvoir et pour s'y maintenir.

Il n'est pas si loin le temps où Bédié avait lancé la politique de « *l'ivoirité* » pour écarter Ouattara, un de ses principaux concurrents, de la course présidentielle. C'était une propagande xénophobe et ethniste destinée à discréditer sa candidature sous prétexte qu'il était « *de nationalité douteuse* » du fait qu'il aurait une origine burkinabé. Finalement ce sont tous les burkinabé, vivant parfois de longue date en Côte d'Ivoire, en particulier les plus pauvres, qui furent visés, de même que des Maliens et plus généralement des gens du Nord du pays.

Cette propagande xénophobe fut largement relayée par les médias entre les mains de l'État et du parti de Bédié. Les forces de l'ordre ainsi que les loubards partisans de Bédié firent de nombreuses victimes qui avaient eu le malheur d'être désignées comme « *étrangers* ».

Par la suite, Gbagbo et son clan ont repris à leur tour ce poison xénophobe et ethniste pour les mêmes raisons que Bédié. Les exactions des corps habillés, le racket policier et les actes de torture se sont multipliés à l'encontre des pauvres et surtout contre ceux qui parmi eux ont été ciblés comme appartenant à une « *ethnie adverse* ». Leurs habitats furent parfois détruits par les partisans de Gbagbo, parmi lesquels figuraient des étudiants appartenant à la Fesci (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire).

La crise politique de 2000 à 2010 qui a fait des milliers de morts est le résultat de la lutte pour le pouvoir entre ces différentes factions de la bourgeoisie, aggravée par les propagandes haineuses distillées par les uns et par les autres.

Alors, quand tous ces gens font des louanges sur la dépouille de Bédié, il faut comprendre qu'ils ont surtout en vue les élections présidentielles de 2025. Ce n'est pas à Bédié qu'ils s'adressent mais aux partisans de ce dernier afin d'obtenir leurs votes à la prochaine élection. Tout en parlant de « *paix* », ils sont prêts à ressortir les machettes dans leur lutte pour le pouvoir et pour les privilèges.

Pendant ce temps, les travailleurs comme l'écrasante majorité de la population s'enfoncent dans la pauvreté tandis que la minorité de riches qui détient les capitaux s'enrichit avec l'aide de l'État, quel que soit le clan au pouvoir.

Aux conditions de travail qui s'aggravent pour la classe ouvrière, s'ajoutent les bas salaires, le chômage et l'augmentation du coût de la vie. Même quand on trouve du travail, on est condamné au statut de journalier et à errer d'une entreprise à une autre pour ne pas crever de faim.

Le gouvernement continue de chasser les populations pauvres de leurs habitats pour permettre aux riches d'accaparer les terrains libérés. C'est le cas en ce moment du quartier Abattoir occupé depuis plusieurs décennies par les travailleurs du port et ceux de la zone industrielle de Vridi. Ils ont été chassés comme des animaux, sous prétexte que ce quartier était « *insalubre* ». Si la lutte contre l'insalubrité et pour le bien-être des populations était une préoccupation des dirigeants de ce pays, on l'aurait vu depuis très longtemps !

Ces gens-là sont prêts à faire la guerre pour diriger l'État car ce qui les motive avant tout c'est leur enrichissement personnel. Ils ne changeront jamais les choses en faveur des classes pauvres car ils vivent précisément de l'exploitation des travailleurs des villes et des campagnes.

Seuls les travailleurs, c'est-à-dire ceux qui produisent les richesses et qui font fonctionner la société peuvent mettre fin à cette situation en s'organisant pour défendre leurs intérêts de classe exploitée. C'est un combat à mort qu'ils auront à mener pour se libérer de l'exploitation capitaliste mais aussi pour libérer la société toute entière de la domination de la classe parasitaire bourgeoise.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES HABITANTS DU QUARTIER ABATTOIR ONT ÉTÉ CHASSÉS AVEC DES MÉTHODES DE VANDALES !

Aux premières lueurs de l'aube, le quartier de l'abattoir de Port-Bouët s'est réveillé au bruit des bulldozers et des cris de détresse.

Le samedi 1^{er} juin dès le matin, sans préavis, les forces de l'ordre ont encerclé le quartier et ont exigé que les habitants l'évacuent immédiatement. Après l'état de choc, les habitants ont commencé à répondre à l'agression subie. Les affrontements avec les forces de l'ordre se sont soldés par une vingtaine de blessés et 23 arrestations. Deux véhicules des forces de l'ordre, deux portes-char et deux bulldozers ont été incendiés par les habitants en colère.

Une fois que la nuit fut tombée et que les habitants furent rentrés chez eux, les forces de l'ordre ont de nouveau chargé comme des bandits et des vandales. Armées de gaz lacrymogène et accompagnées de bulldozers, elles ont rasé le quartier, laissant derrière elles des milliers de personnes sans abri.

Les autorités prétendent que ces habitants ont été chassés parce que leur site ne serait pas approprié pour l'habitation. Pourtant certains y vivent depuis près de cinq décennies et n'ont jamais vu les autorités à l'œuvre pour l'amélioration de ce quartier insalubre. Et puis du jour au lendemain, sans avoir proposé le

moindre relogement, on a jeté dehors les résidents en pleine période pluvieuse. Ils ont vu leur monde s'effondrer et se retrouvent désormais dans une situation de détresse comme après un bombardement.

Quant aux commerçants de bétails qui espéraient faire de bonnes ventes à l'approche de la tabaski, ils se retrouvent sans lieu de travail ni de domicile. Ils expriment leur mécontentement sur le nouveau site qui leur a été imposé, dépourvu d'électricité et d'eau courante, une terre boueuse propice à toutes sortes de maladies pour les habitants et pour le bétail.

Évidemment, la presse bourgeoise a titré : « *zéro tolérance pour le vandalisme* » ou encore « *lutte contre le désordre urbain à Abidjan* ». Mais pour les travailleurs et les pauvres, les vandales et les auteurs de désordre sont dans le camp des riches. Un peu partout à Abidjan l'État chasse les habitants des quartiers pauvres sous prétexte de la lutte contre l'insalubrité. En réalité, l'objectif de ces opérations révoltantes c'est de libérer les terrains occupés par les pauvres pour les céder aux riches qui veulent les transformer en espace commercial ou en lieu d'habitation destiné à une clientèle aisée.

C.GICO : GRÈVE VICTORIEUSE CONTRE LE RETARD DES SALAIRES

C.GICO est une entreprise de BTP qui travaille en sous-traitance avec l'entreprise CSCEC dans la construction de l'usine et des entrepôts du Conseil Café-Cacao. Ce vaste chantier est situé à PK23 sur l'autoroute du nord et il y a plus d'un millier de travailleurs sur ce site. Ils ont marqué un arrêt de travail pendant deux jours, le 4 et 5 juin, pour protester

contre le retard du salaire de la dernière quinzaine du mois de mai.

Au début de la grève, le patron, comme à son habitude, a tenté de diviser les travailleurs. Il a menacé d'expulsion les ouvriers d'origine ghanéenne s'ils ne se désolidarisent pas du mouvement. Mais les travailleurs dans l'ensemble ont bien compris la tactique du patron. Ils sont restés soudés et finalement c'est le

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

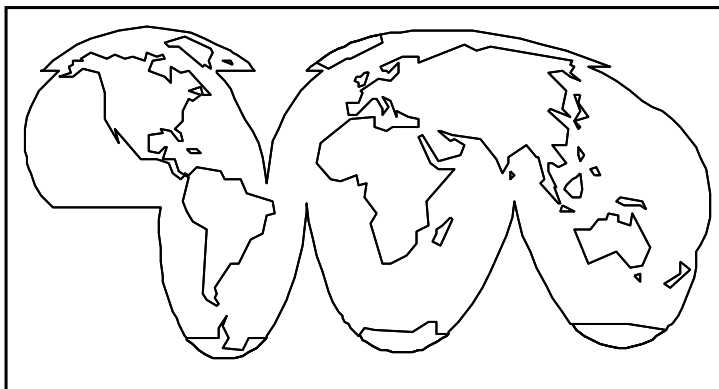
patron qui, au deuxième jour de la grève, a été contraint de payer les salaires.

Cette petite victoire a encouragé les travailleurs à rester mobilisés. Ils ont beaucoup de revendications à faire aboutir. Par exemple, leur salaire est en dessous de 4000F pour plus de 10 heures de travail ! De plus, il y a le non-respect des 8 heures de travail par jour, la non déclaration à la CNPS, le manque de latrines qui contraint les ouvriers à se soulager dans les

broussailles.

Toutes ces mauvaises conditions de travail sont aussi le quotidien des travailleurs de plusieurs autres entreprises sous-traitantes de CSCEC. La lutte de ceux de C.GICO va peut-être encourager leurs camarades d'autres chantiers à s'organiser pour obtenir des améliorations de leurs conditions de travail et de leurs salaires. Il faut qu'ensemble nous fassions céder nos exploiters !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

NON À L'ETHNISME ET À TOUTE DIVISION ENTRE PAUVRES !

Le 17 Mai dernier, la ville de Gbon, située au nord de la Côte d'Ivoire, a été le théâtre d'un grave conflit interethnique opposant des Sénoufos à des Malinkés. Tout est parti d'une altercation entre des danseurs traditionnels avec le masque Poro et un Malinké supposé avoir enfreint des règles de la tradition Poro. L'altercation a dégénéré en bagarre faisant un mort côté Malinké. En réaction, des jeunes Malinkés auraient incendié le « *bois sacré* ». La situation a très vite dégénéré en conflit interethnique. C'était des courses-poursuites dans la ville. Les habitants terrifiés étaient terrés chez eux. Ceux qui n'avaient pas pu rentrer étaient obligés de se réfugier en brousse, le temps que la situation se calme. Les forces de l'ordre présentes dans la ville ont été très vite débordées. Il a fallu des renforts venus de plusieurs autres localités pour arriver à bout du conflit.

Le bilan est lourd : un mort, de nombreux blessés et des dégâts matériels importants.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois que ce genre de conflits a lieu dans ce pays. Les discours de haine distillés depuis des années par les politiciens avides de pouvoir finissent par dresser les uns contre les autres des populations qui vivaient en bonne entente depuis longtemps. Du coup, la moindre altercation peut se transformer à tout moment en conflit intercommunautaire, et lorsque cela arrive, ces mêmes hommes politiques s'en lavent les mains.

Tout ceci préfigure ce qui pourrait nous attendre en 2025 qui est une année électorale. C'est pourquoi, le combat contre l'ethnisme, la xénophobie et tout type de division entre pauvres est vital pour la classe ouvrière.

FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE, LE MINISTÈRE DU COMMERCE FAIT SON CINÉMA

Au ministère du Commerce, on parle beaucoup de « *lutte contre la vie chère* » mais c'est surtout pour faire du vent.

En ce début de juin, des gens de ce ministère sont venus dans les marchés de Cocody et ont confisqué plus de 300 kg de viande à de petits commerçants sous prétexte que ces derniers n'auraient pas respecté les prix du kg de viande homologué par le ministère du Commerce.

Par ce genre d'actions et le plus souvent à l'encontre des petits commerçants, le gouvernement voudrait nous faire croire qu'il fait quelque chose contre la vie chère. Or, si nous n'arrivons pas à faire face à la cherté de la vie c'est d'abord parce que nos salaires sont bas et nous

permettent pas de vivre décemment. La première manière de lutter contre la vie chère serait d'indexer nos salaires sur les prix. C'est-à-dire que si les prix montent, nos salaires doivent aussi augmenter automatiquement, au moins autant que ce que nous dépensons.

L'État lui-même n'est pas étranger à l'augmentation des prix. En relevant à plusieurs reprises le prix du carburant et de l'électricité, en créant des postes de péage sur tous les grands axes routiers, etc., il agit forcément sur les prix.

Pour faire augmenter nos salaires de manière à ce que nos conditions d'existence s'améliorent, il faudra que les travailleurs comptent sur leur capacité à faire reculer le gouvernement et le patronat.

L E U R S O C I E T E

LES ENFANTS DE FAMILLES PAUVRES SONT CONDAMNÉS À L'ÉCHÉC SCOLAIRE

Les résultats du CEPE viennent de sortir : près de 83% de réussite ! C'est à croire que les autorités savent faire de la magie, quand on sait que dans les écoles publiques des quartiers pauvres des grandes villes ainsi que dans de nombreux villages, les enseignants manquent cruellement. Des salles de classes sont souvent sans enseignants, les élèves laissés à l'abandon. Quant aux écoles privées dans ces quartiers pauvres, beaucoup d'entre-elles sont des « écoles-boutiques » dont le principal objectif est de faire de l'argent à tout prix.

Pour masquer cette réalité, les notes des élèves sont truquées. Voilà comment ces autorités obtiennent ces

« bons résultats ». Toute la hiérarchie s'en félicite mais personne n'ignore ce truandage organisé !

C'est ensuite en classe de 3^{ème}, aux examens de passage au BEPC, qu'on constate que le niveau de scolarité de la majorité de ces élèves est en fait celui d'un élève de CE2 – CM1 ! Ce n'est ni la faute des élèves ni des parents qui n'ont pas les moyens de leur payer des études.

Manifestement, ce niveau bas de la scolarité au sein de la population pauvre suffit à la bourgeoisie car ce qu'elle cherche avant tout c'est un renouvellement de la main-d'œuvre à bon marché.

UN BAVARDAGE DE PLUS SUR L'ANALPHABÉTISME

Selon un « atelier » qui s'est tenu récemment sur la lutte contre l'analphabétisme, le taux d'analphabétisme est estimé à 47 % dans le pays. Cela veut dire que près de la moitié des gens vivant en Côte d'Ivoire ne sait ni lire, ni écrire. Comment pourrait-il en être autrement quand on sait que malgré les fanfaronnades des gens du gouvernement sur la prétendue école « gratuite et obligatoire », les frais d'écolage sont de plus en plus élevés et l'enseignement public est dans un

piteux état. Résultat, de plus en plus d'enfants de pauvres sont exclus du système éducatif.

Dans les campagnes, il n'y a pas assez d'écoles. Et quand il y en a, c'est le personnel enseignant qui est en nombre insuffisant. Cela fait des décennies que l'éducation n'est plus la priorité des pouvoirs publics.

Ce n'est sans doute pas avec des discours et la multiplication de colloques que ce problème pourra être réglé.

TRAFIC DE FAUX DIPLÔMES AU SEIN DE LA DOUANE. RIEN DE NOUVEAU ...

La Direction Générale de la Douane a fait toute une campagne publicitaire dans la presse pour informer le public qu'un trafic de faux diplômes a été découvert dans cette institution et que des fraudeurs ont été identifiés et écartés.

Tout le monde sait que décrocher un poste à la douane est considéré comme un « Jackpot ». Les bons postes sont convoités et se vendent cher ! Tout un réseau de

margoulines fait des affaires dans l'attribution des postes et dans la vente des diplômes bidon.

Tout le monde connaît la mauvaise réputation de corruption et de fraudes à l'intérieur de la douane. Dans cette administration, plus que dans la police, il est préférable de compter sur sa position hiérarchique que sur le salaire perçu pour arrondir les fins de mois. Alors, l'histoire de faux diplômes n'étonne personne !

L E U R S O C I E T E

BLÉ GOUDÉ À LA RECHERCHE D'UN OS À RONGER

À l'occasion des obsèques de Bédié, Blé Goudé s'est vanté en racontant que lorsqu'il était en prison à la Haye suite à une condamnation pour « *crimes contre l'humanité* », la personne qui l'a le plus assisté financièrement c'était Bédié.

Il faut croire que ce dernier n'était pas trop dégoûté d'aider un type qui a commis de tels actes immondes. Mais ces deux politiciens ont certainement trouvé un terrain d'entente. Bédié savait qu'un type comme Blé Goudé, qu'il avait d'ailleurs en son temps menotté sur un lit d'hôpital, pouvait quand même lui servir un jour de marchepieds en cas

de besoin.

Depuis qu'il est revenu, Blé Goudé ne manque pas une occasion pour plaire aux uns et aux autres. Ce qui avait fait même dire à Bacongo Cissé, celui-là même qui détruit les quartiers pauvres et qui brasse des milliards de francs, que Blé Goudé est tout le temps avec lui et ses amis. En réalité, Blé Goudé est un des leurs. Dans le passé, il avait servi Laurent Gbagbo, demain il servira peut-être Ouattara ou Thiam.

Dans ce monde où la bourgeoisie cherche des larbins de service, ce ne sont pas des postulants qui manquent !

PROLIFÉRATION DE FAUX MÉDICAMENTS : LE PRINCIPAL RESPONSABLE C'EST L'ÉTAT !

Sur des panneaux publicitaires faits par les autorités il est affiché : « *Ne nous tuons pas* » et une croix rouge est mise sur une image présentant des médicaments. Une façon pour les autorités de dire aux populations que c'est de leur faute si elles s'intoxiquent avec des faux médicaments.

L'insuffisance du nombre d'hôpitaux publics, le manque de personnel soignant et de matériel médical de qualité et en quantité suffisante sont les principales causes de la mortalité dans le pays. Les gens veulent bénéficier de la CMU (Couverture Maladie Universelle) mais le système ne fonctionne toujours pas correctement actuellement alors qu'elle est officiellement effective depuis le 1^{er} octobre 2019. La carte du CMU n'est

acceptée que dans un petit nombre de centres de santé et d'hôpitaux et le temps d'attente pour les utilisateurs de cette carte est relativement long. Les autorités sont bien informées de ce problème mais elles font la sourde oreille car elles n'ont que du mépris pour la population pauvre.

Les médicaments vendus à la pharmacie sont trop chers. Par contre des faux médicaments sont vendus à de petits prix un peu partout dans les quartiers pauvres. En achetant ces médicaments de rue, les pauvres savent plus ou moins les risques qu'ils courent, de même que lorsqu'ils vont chez un « *guérisseur* ».

Ce ne sont pas les panneaux publicitaires ni les prétendus conseils des autorités politiques qui amélioreront la santé de la population.

L E U R S O C I E T E

ENCORE UN IMMEUBLE EFFONDRE !

Un immeuble habité s'est effondré le 4 juin 2024 dans la commune de Cocody. Le bilan provisoire fait état de 2 morts et de nombreux blessés.

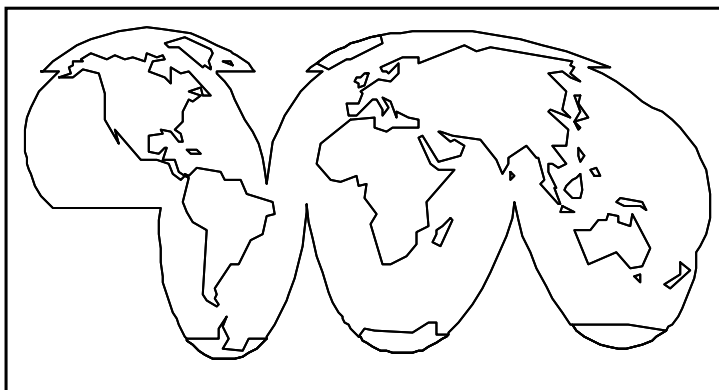
Selon les rapports, l'effondrement de cet immeuble serait dû aux travaux de construction d'un nouvel édifice avec sous-sol sur un terrain jouxtant le premier. Le ministère de la Construction connaissant la structure du sol, a donné la permission pour la construction de ce nouvel immeuble sans s'assurer que des mesures de sécurité adéquates soient prises, surtout en pleine saison pluvieuse.

Après ce drame, des ministres sont venus verser des larmes de crocodiles. Pourtant cette catastrophe aurait pu être évitée et des vies épargnées si les services du ministère

prétendument spécialisés dans le contrôle des normes de construction avaient fait le nécessaire. Ce n'est pas la première fois qu'un immeuble en construction ou déjà habité s'effondre à Abidjan à cause de l'appât du gain des sociétés de constructions immobilières et aussi à cause de la corruption qui gangrène les services de l'État.

En parcourant la ville d'Abidjan, il n'est pas rare de voir des trous béants creusés près de bâtiments habités. Cela met en danger la vie des habitants et des travailleurs qui construisent les bâtiments. Mais il faut croire qu'au ministère de la Construction et de l'Urbanisme, beaucoup sont plus préoccupés à monnayer les permis de construire que d'assurer la sécurité des personnes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

NIGERIA : GRÈVE GÉNÉRALE POUR UNE AUGMENTATION CONSÉQUENTE DES SALAIRES FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX

Ceux qui profitent des recettes du pétrole

Dans ce grand pays pétrolier de 220 millions d'habitants, seule une petite minorité s'enrichit à tel point que certains figurent dans le palmarès des milliardaires les plus fortunés de la planète. Leur fortune ne vient pas de leur sueur mais de celle des travailleurs qu'ils exploitent féroce­ment grâce au soutien quasi dictatorial de l'État. Celui-ci les protège et en même temps c'est leur vache à lait. Les recettes pétrolières provenant des miettes laissées par les sociétés multinationales d'hydrocarbures sont littéralement siphonnées par les dirigeants du pays. Le comble c'est que tout en étant le 2^{ème} producteur de pétrole du continent africain, ce pays est obligé d'importer son carburant car l'État est incapable de raffiner son propre pétrole.

Non seulement la grande majorité de la population ne profite pas des recettes pétrolières mais en plus de cela elle souffre des dégâts causés par l'extraction de cette ressource : empoisonnement des sols, de l'air et de l'eau, propagation des maladies de la peau et des poumons, raréfaction des poissons dans les rivières souillées, etc. sans compter la prolifération des gangs armés agissant dans le trafic de pétrole et autres ressources. Le premier des gangs étant l'État lui-même.

Ceux qui s'appauvrissent à cause des bas salaires et de la flambée des prix

Selon les chiffres officiels, 63% de la population vit dans la pauvreté. Certains, tout en travaillant, sont contraints de sauter des repas, de manger un riz de mauvaise qualité habituellement réservé à la nourriture des poissons d'élevage. Des cas de famine ont été signalés dans certaines régions. Au début de mars 2024, un dépôt alimentaire a été pillé par des

centaines de personnes, à Abuja, la capitale politique.

Cette situation déjà catastrophique s'est aggravée brutalement lorsque, en mai 2023, le nouveau président Bola Tinubu a décidé de mettre fin aux subventions de l'État sur le prix du carburant. D'un seul coup le prix a été multiplié par trois, entraînant des augmentations en cascade sur les prix de produits alimentaires et des services. Le prix du transport et celui de l'électricité ont aussi augmenté en flèche. Rien que pour le seul mois de mai 2024, l'inflation est montée à 33%.

Montée de la colère des travailleurs et déclenchement de la grève générale

Cette flambée des prix a provoqué la colère des travailleurs. Déjà en février dernier, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Lagos et d'autres grandes villes du pays pour protester contre la vie chère mais le gouvernement a fait comme si de rien n'était.

Le mouvement revendicatif s'est amplifié dans le secteur public et dans le privé. Les principaux syndicats influents, le NLC (Nigeria Labour Congress) et le TUC (Trade Union Congress), proposent au gouvernement de se mettre autour d'une table pour négocier tranquillement d'une révision du salaire minimum légal, jusque-là fixé à 13 119 francs Cfa. Ils ont essuyé un refus méprisant du gouvernement et cela a augmenté la colère de leur base favorable à l'arrêt du travail pour forcer le gouvernement à augmenter les salaires. Les dirigeants des appareils syndicaux ont alors brandi la menace d'une « *grève générale illimitée* ». Le gouvernement a baissé le ton et a accepté de relever le smic à 26 240 francs Cfa. C'est le double du smic précédant mais il reste dérisoire face à la flambée vertigineuse des prix.

Le gouvernement a cru qu'il allait calmer les travailleurs en

proposant cette augmentation mais il a récolté un « *non* » franc et massif car les travailleurs veulent une vraie augmentation permettant de faire face à l'inflation galopante.

Les syndicats entraînent le mouvement de grève vers une impasse

Le bras de fer entre la classe ouvrière et le gouvernement est devenu alors de plus en plus tendu. Les leaders syndicaux ont commencé à dénoncer le mépris du gouvernement. Alors que celui-ci refuse toute augmentation du smic au-delà des 26 240 Fr Cfa qu'il a difficilement consentis, les syndicats réclament 196 000 francs Cfa. Ils appellent à la grève générale tout en demandant aux grévistes de « *rester chez eux* ».

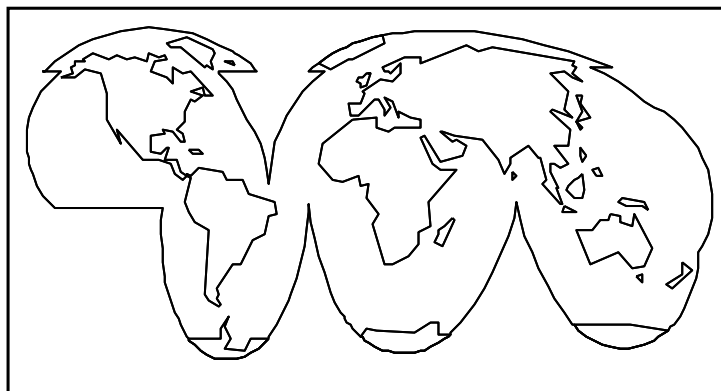
Durant ces deux journées de grève, le 3 et 4 juin 2024, l'activité économique du pays a été fortement ralentie : aéroport fermé, électricité coupée, transport public à l'arrêt, stations de service fermées, idem pour le commerce, les écoles et une partie de l'administration, etc.

Ce ne sont pas les travailleurs qui ont décidé de l'arrêt de la grève au

bout de 2 jours mais les dirigeants syndicaux. Ceux-ci ont demandé sa « *suspension* » alors qu'ils venaient de déclarer que la grève serait générale et « *illimitée* ». De plus, le gouvernement n'a pas cédé d'un iota sur leur principale revendication. Ce qui a motivé leur mouvement de marche arrière c'est la nouvelle proposition du gouvernement qui a dit qu'il est prêt à les recevoir « *chaque jour* » pour négocier avec eux. Les travailleurs n'ont pas eu leur mot à dire sur la décision de suspendre la grève mais le feu de la colère n'est pas encore éteint et la flambée des prix ne cesse d'aggraver leurs conditions d'existence.

Même si le travail a repris alors que le gouvernement n'a rien cédé, les travailleurs ont une fois de plus montré que s'ils arrêtent de travailler rien ne fonctionne. C'est eux qui produisent les richesses et font marcher l'économie. C'est en prenant conscience de cette force sociale colossale qu'ils constituent grâce à leur nombre et à leur rôle fondamentale dans l'économie, qu'ils pourront mieux se défendre et contester la domination de la bourgeoisie sur la société toute entière.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.